

HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°131

Informations du 24 au 30 janvier 2009



JOURNAL OFFICIEL du 24 au 30 janvier 2009

Sociétés civiles immobilières d'accès progressive à la propriété

Décret n° 2009-98 du 26 janvier 2009 relatif aux statuts des sociétés civiles immobilières d'accès progressive à la propriété créées par l'article L. 443-6-2 du code de la construction et de l'habitation JORF n°0023 du 28 janvier 2009 page 1611 - texte n° 61 - NOR: MLVU0764118D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020158649&dateTexte>

PARLEMENT

Programmes de construction et d'investissement

Projet de loi adopté, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution par l'Assemblée nationale le 29 janvier 2009

Assemblée Nationale - Projet de loi adopté définitivement - 2009-01-29

http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/programmes_construction_investissement.asp

Sénat - Projet de loi adopté définitivement - 2009-01-29

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl08-157.html>

CIRCULAIRES

Bases d'imposition par mètre carré

Actualisation annuelle des valeurs de base pour le calcul de la taxe locale d'équipement, des taxes assimilées et de la redevance d'archéologie préventive (art. 1585 D-I du code général des impôts)

B.O. Equipement - Circulaire - 2008-11-28 - NOR : DEVU0825350C

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200824/A0240101.htm>

JURISPRUDENCE

Premier recours pour le Droit opposable au logement

Première traduction concrète en justice de la loi sur le droit au logement opposable (Dalo). Le tribunal administratif de Paris a examiné mercredi les premiers recours de familles mal-logées considérées comme prioritaires au titre de la loi Dalo, mais que l'Etat n'a pas encore relogées...

Le Figaro - [Droit opposable au logement](#) - 2009-01-28

LE MONDE - [Droit opposable au logement : le tribunal constate l'impuissance de l'Etat](#)

Suspension d'une déclaration d'insalubrité irrémédiable suspendue

(...) Considérant qu'il ressort des pièces du dossier soumis au juge des référés qu'en se fondant sur des rapports de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale qui concluaient à une « insalubrité importante » de 18 maisons individuelles, propriétés de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE (SCI), le préfet a invité la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques à donner son avis, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-26 du code de la santé publique ; que celle-ci s'est bornée à énoncer qu'elle « émet un avis favorable à la demande et au projet d'arrêté proposé par le rapporteur », sans se prononcer expressément ni sur la réalité et les causes de l'insalubrité, ni sur les mesures propres à y remédier ; que, par suite, en jugeant que le moyen tiré de ce que les avis de la commission départementale ne comportaient pas les précisions exigées par l'article L. 1331-26 du code de la santé publique et que par suite les arrêtés du préfet déclarant irrémédiablement insalubres les logements en cause et les interdisant à l'habitation étaient intervenus à l'issue d'une procédure irrégulière, n'était pas de nature à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de ces arrêtés, le juge des référés du tribunal administratif d'Amiens a commis une erreur de droit ; que la SCI est, par suite, fondée à demander, pour ce motif, l'annulation de son ordonnance (...) [Conseil d'État N° 320367](#) - 2008-12-19

REPONSES MINISTERIELLES

Coût d'installation d'un système d'assainissement individuel

(...) Pour faire face à ces dépenses, les propriétaires qui font procéder aux travaux de réalisation ou de réhabilitation peuvent bénéficier des aides distribuées par l'ANAH, l'Agence nationale pour l'habitat, dès lors qu'ils remplissent les conditions d'attribution. En outre, ces travaux bénéficient d'un taux de TVA réduit, qui est de 5,5 %. Par ailleurs, **les communes ont la possibilité de prendre en charge ces travaux en se faisant rembourser de façon échelonnée, après déduction des aides** pouvant être accordées par le conseil général ou l'agence de l'eau. J'appelle enfin votre attention sur une récente disposition de la loi de finances pour 2009, du 27 décembre dernier, qui prévoit l'octroi d'un prêt à taux zéro, selon certaines conditions d'attribution, pour la réalisation de travaux de mise en conformité par des dispositifs ne consommant pas d'énergie. Ces conditions d'attribution seront précisées très prochainement dans un décret d'application. (...)

Assemblée Nationale - Question orale - 2009-01-27

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr/2008-2009/20090137.asp>

Facturation des raccordements au réseau de distribution publique d'électricité

(...) Monsieur le député, vous signalez une divergence d'appréciation, de la part des collectivités débitrices de la contribution, quant à la qualification, par le décret, de certains travaux d'extension que vous considérez plutôt comme des renforcements de réseaux électriques. Ces derniers auraient alors vocation à être pris en charge intégralement par le tarif d'utilisation des réseaux. Ce sujet mérite une attention rigoureuse puisqu'il détermine en définitive le montant de la contribution due par la collectivité. La frontière entre travaux d'extension, liés directement ou indirectement à une opération d'urbanisme, et travaux de renforcement doit être clarifiée entre tous les acteurs : les collectivités et leurs représentants, les gestionnaires de réseaux, nos services et la commission de régulation de l'énergie, gardienne des tarifs de transport et de distribution (...)

Assemblée Nationale - Question orale - 2009-01-27

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr/2008-2009/20090137.asp>

Accès des réfugiés au logement social

La procédure d'attribution d'un logement social prend en compte une série de critères et n'est pas seulement liée à la délivrance d'un titre de séjour pérenne : le niveau de ressources, le degré de priorité, le cas échéant la mobilisation du contingent préfectoral, l'activation du plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) sont aussi des facteurs déterminants. Depuis 2007, un appel à projets a été lancé pour favoriser l'accès au logement et à l'emploi des réfugiés pour un montant total de 503 766 euros. Ces projets reconduits en 2008 sont en cours d'évaluation et un nouvel appel à projets a été lancé pour permettre une utilisation optimale de l'enveloppe de crédits de 750 000 euros disponible en 2009.

Assemblée Nationale - 2009-01-20 - Réponse Ministérielle N° 34313

<http://www.questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-34313QE.htm>

REVUE DU WEB « PARAPUBLIC »

Agence nationale de rénovation urbaine - Point du Programme au 31 décembre 2008

Le début 2009 sera un « tournant » pour l'Anru : « On était en phase de contractualisation des projets, on est passé à la mise en œuvre et même pour certains endroits, à l'achèvement ». Ainsi, sur 557 quartiers éligibles, 470 feraient d'ores et déjà l'objet de projets approuvés par l'Anru...

ANRU - Conférence de presse : perspectives et enjeux 2009 - 2009-01-22

http://www.anru.fr/IMG/pdf/Voeux_Presse_22_janvier_2009.pdf

REVUE DU WEB « PARAPUBLIC » (suite)

Premier conseil d'administration de l'Anah en 2009 présidé par Marc-Philippe Daubresse dans la dynamique du plan de relance

Un conseil d'administration exceptionnel de l'Anah présidé par Marc-Philippe Daubresse, s'est réuni le 21 janvier 2009 et a adopté la répartition régionale du fonds de 200 millions d'euros confié à l'Anah dans le cadre du plan de relance ainsi qu'une première dotation spécifique de 20 M€ pour l'humanisation des centres d'hébergement. Après une année 2008 qui a renforcé le caractère "social et durable" des actions de l'Anah, 2009 s'inscrit dans la dynamique du plan de relance, avec un budget historiquement élevé pour favoriser les missions prioritaires de lutte contre l'habitat indigne et lutte contre la précarité énergétique...

Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) - Communiqué de presse - 2009-01-21

<http://www.anah.fr/notre-actualite/pdf/CP%20CA%20210109.pdf>

Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) - Enquête IFOP

http://www.anah.fr/notre-actualite/pdf/PC_IFOP_210109.pdf

Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) - Chiffres clés 2008

http://www.anah.fr/notre-actualite/pdf/Chiffres_cles_2008.pdf

La HALDE teste le risque de discrimination lié au patronyme

La HALDE a mené une opération de tests en novembre 2008 auprès de bailleurs du secteur privé en région parisienne et sur un site en province. Ces tests font apparaître que les personnes au patronyme à consonance d'origine africaine rencontrent plus de difficultés à obtenir un rendez-vous pour la visite d'un appartement...

HALDE - 2009-01-26

<http://www.halde.fr/Logement-La-HALDE-teste-le-risque.12736.html>

L'avenir du logement social se joue aussi à Bruxelles

La législation française sur le logement social connaît une situation précaire au regard du droit communautaire. L'Union sociale pour l'habitat fait partie des lobbies qui défendent ce service vital pour la cohésion nationale auprès des institutions européennes. Son représentant à Bruxelles Laurent Ghekiere nous explique les enjeux du dossier des services d'intérêt économique général pour un secteur qui concerne près de 10 millions de Français...

Place d'Europe - 2009-01-27

<http://www.placedeurope.eu/actualite/lavenir-logement-social-se-joue-aux-bruxelles>

L'Europe s'engage en France pour la performance énergétique du logement social : mode d'emploi

La mobilisation du FEDER par les bailleurs sociaux a été intégrée au volet logement social du Plan Bâtiments du Grenelle en complément des prêts spéciaux énergie. Vous trouverez ci-joint un état des lieux du dossier à Bruxelles et un mode d'emploi pour les bailleurs sociaux...

L'Union sociale pour l'Habitat - [performance énergétique du logement social](#) - 2009-01-22

USH - Voeux du Président Thierry Repentin

Thierry Repentin a présenté ses vœux à la presse et aux partenaires du monde Hlm le 21 janvier 2009: (...) je voudrais faire part d'une idée qui se fait jour suite à mes échanges avec certains de nos grands partenaires : celle d'organiser un grand débat public, quelque chose comme des Etats généraux du logement qui associeraient un très large tour de table et qui déboucheraient sur des propositions concrètes(...)

Union sociale pour l'habitat - [Voeux du Président Thierry Repentin](#) - 2009-01-21

La Réforme du 1% Logement est en marche

Jérôme BEDIER, Président de l'Union d'Economie Sociale pour le Logement, et Jean-Luc BERHO, Vice-président, présentent les mesures de réforme du 1 % Logement, à la veille de la discussion à l'Assemblée Nationale du projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (loi MOLLE). En application du Protocole National Interprofessionnel (PNI) signé le 17 septembre 2008 par les partenaires sociaux, le Conseil d'administration de l'UESL, réuni le 21 janvier, a arrêté les premières mesures issues des travaux du Comité de réforme mis en place le 23 octobre 2008...

UESL - 2009-01-26

http://www.uesl.fr/espace_pro/pdf/communiqué/communiqué_presse_26_01_09.pdf

Comité de réforme du 1% logement - Le site

<http://www.1pclogement.fr>

LE MONDE - [Le "1 % logement" restructure vigoureusement son réseau](#)

Le Moniteur - [Devant les critiques, le 1% logement entame sa réforme](#)

REVUE DU WEB « PARAPUBLIC » (suite)

Chiffres de la construction

L'année 2008 a été marquée par une crise financière internationale majeure qui a des effets sensibles sur l'économie et le marché de l'immobilier. Dans ce contexte, le nombre de mises en chantier s'est établi l'année dernière à 369 000 alors qu'il avait atteint le niveau record de 435 000 en 2007. Cette baisse de 15,7 % concerne tant les logements individuels (- 14,3 % pour s'établir à 199 000 logements) que les logements collectifs (152000, soit -17,2 %). La baisse d'activité concerne toutes les régions, mais de manière contrastée. . En Ile-de-France, région où les besoins en logement sont les plus forts, la baisse des mises en chantier est limitée à 5 %, alors qu'elle atteint 30 % dans d'autres régions...

Ministère du Logement - 2009-01-27

http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6690

MEEDDAT / Economie et statistiques

http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=888

MEEDDAT - Résultats nationaux et départementaux (France entière).

http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=932

La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités

En France, la mesure de référence des inégalités de revenus s'appuie sur une définition du niveau de vie qui prend uniquement en compte les ressources monétaires. Jusque dans un passé récent, cette mesure appréhendait mal les revenus du patrimoine financier et ignorait la contribution du logement au niveau de vie des individus. La prise en compte « élargie » des revenus du patrimoine dans la mesure des niveaux de vie modifie le paysage des inégalités en France...

INSEE - Economie et Statistique N° 414 - Janvier 2009

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&id=2425

Bulletin d'informations édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (<http://www.idveilleofficiel.fr>)

Pour vous abonner à la Lettre Habitat et Collectivités Locales, inscrivez-vous gratuitement sur le site <http://www.inventaires.fr>

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires*, 35-37, avenue Joffre - 94160 Saint-Mandé - tel. : 01 48 08 49 20

Courriel : contact@inventaires.fr

© 2009 *Inventaires* - Tous droits réservés

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.